



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1204
21 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 18 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Je voudrais me référer à des informations portées à mon attention à l'origine par le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant un reportage télévisé de la BBC (British Broadcasting Corporation), diffusé il y a quelques mois, qui montrait deux véhicules blindés de transport de troupes, appartenant semble-t-il aux forces armées de la République fédérale de Yougoslavie, en train de détruire des maisons de civils au Kosovo pendant la première semaine de mars 1998. De plus, il se pouvait que les deux véhicules en question soient au nombre de ceux qui avaient été volés en juillet 1995 au bataillon néerlandais de la Force de protection des Nations Unies.

Au reçu de ces informations, le Secrétariat a pris les mesures décrites dans l'annexe ci-jointe. Comme il n'a pas été possible de régler la question de façon satisfaisante, je vous prie, suivant aussi en cela la demande expresse des autorités néerlandaises, de bien vouloir porter cette question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. ANNAN

ANNEXE

Utilisation au Kosovo de véhicules blindés de transport
de troupes apparemment volés aux forces néerlandaises

Le 6 mars 1998, le journal télévisé de 9 heures de la BBC (British Broadcasting Corporation) a diffusé une séquence vidéo, montrant deux véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) – utilisés selon les informations par les forces de la République fédérale de Yougoslavie – qui détruisaient des maisons de civils au Kosovo. Cette séquence a aussi été diffusée au cours d'autres émissions internationales, y compris le programme télévisé de la BBC intitulé "Special Correspondent" du 31 mai 1998. Une copie de la bande vidéo est disponible au Secrétariat.

À la suite de la diffusion de ce programme de la BBC, des experts militaires néerlandais ont déterminé que les véhicules en question faisaient partie des véhicules de type YPR-765 appartenant au bataillon néerlandais de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine, qui avaient été volés par l'armée des Serbes de Bosnie à Srebrenica en juillet 1995. Cette information a été communiquée au Secrétariat de l'ONU au début de juin 1998 par le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Vu la gravité de l'accusation, le Secrétariat a immédiatement chargé le Bureau de liaison des Nations Unies à Belgrade de demander aux autorités yougoslaves des précisions sur l'utilisation censée être faite au Kosovo des véhicules néerlandais volés. Le Secrétariat a aussi abordé la question avec le Chargé d'affaires par intérim de la Mission de la République fédérale de Yougoslavie auprès de l'ONU. Le Gouvernement néerlandais, de son côté, s'est adressé directement aux autorités yougoslaves.

À la suite de l'intervention de l'ONU, le Secrétaire du Comité fédéral yougoslave pour la coopération avec les missions de paix des Nations Unies et la Force multinationale, M. Mile Pešut, dans une lettre datée du 26 juin 1998 adressée au Chef du Bureau de liaison des Nations Unies à Belgrade, a nié que la République fédérale de Yougoslavie ait en sa possession les véhicules volés au contingent néerlandais. Le passage essentiel de cette lettre se lisait comme suit :

"Le véhicule blindé de transport de troupes de type YPR-765 ne fait pas partie de l'armement et de l'équipement de l'armée yougoslave et il est tendancieux et malveillant de prétendre établir un lien entre ce véhicule et notre armée. Ce type de véhicule n'existe pas non plus dans les forces de police de la République de Serbie, si bien qu'il ne peut pas avoir été vu lors d'une campagne antiterroriste montée par cette police au Kosovo-Metohija."

Après avoir reçu cette réponse, le Secrétariat de l'ONU a demandé le 16 juillet 1998 à la Mission permanente des Pays-Bas de préciser le moment et le lieu auxquels les véhicules auraient été vus, et d'indiquer la source des informations, de façon que l'ONU puisse poursuivre la question auprès des autorités yougoslaves.

/...

Le 7 août 1998, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Pays-Bas a remis à l'ONU une copie de la séquence vidéo originale, non éditée, filmée par l'équipe de télévision de la BBC au cours de la première semaine de mars 1998. Dans la lettre d'accompagnement, le Chargé d'affaires déclarait que la séquence prouvait à l'évidence que les véhicules blindés avaient été utilisés pour détruire délibérément des maisons de civils au Kosovo; la ressemblance entre les véhicules blindés volés aux Néerlandais à Srebrenica et les véhicules utilisés au Kosovo était frappante et les experts militaires néerlandais n'avaient aucun doute que ceux qui avaient été filmés au Kosovo étaient de type YPR-765. Le Chargé d'affaires ajoutait :

"Comme aucun autre pays n'a déployé de véhicules blindés du type YPR-765 dans ce qui était la zone d'opérations de la FORPRONU, que la République fédérale de Yougoslavie n'a jamais utilisé de véhicules de type YPR-765 et qu'elle nie en posséder, il faut inévitablement en conclure que la séquence télévisée prouve que la République fédérale de Yougoslavie a utilisé les véhicules néerlandais de type YPR-765 au Kosovo."

La Mission permanente des Pays-Bas a aussi communiqué au Secrétariat une copie du certificat d'authenticité, daté du 4 septembre 1998, par lequel le rédacteur en chef du journal télévisé de la BBC déclarait solennellement que les journalistes qui avaient filmé les deux véhicules blindés de transport de troupes avaient confirmé que la séquence avait été filmée près du village de Prekazi au Kosovo, en République fédérale de Yougoslavie, en début de soirée le 5 mars 1998.

Après avoir reçu les informations supplémentaires présentées par les autorités néerlandaises ainsi que la copie de la séquence vidéo de la BBC, le Secrétariat a une fois encore demandé aux autorités yougoslaves des précisions sur la question, en particulier sur la séquence vidéo. Il leur a aussi demandé d'autoriser une équipe indépendante d'experts internationaux, dirigée par l'ONU, à se rendre en République fédérale de Yougoslavie pour participer à un complément d'enquête en vue de régler la question.

Le 9 octobre 1998, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission de la République fédérale de Yougoslavie a fait savoir au Secrétariat que, lorsque les Pays-Bas avaient fait savoir qu'il semblait que deux VBT néerlandais de la FORPRONU avaient été vus au Kosovo-Metohija, les autorités yougoslaves compétentes avaient effectué une enquête et établi que lesdits véhicules ne se trouvaient pas sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les conclusions de l'enquête avaient été communiquées à l'ONU et aux autorités néerlandaises, dans une lettre datée du 26 juin 1998, par le Secrétaire du Comité fédéral yougoslave pour la coopération avec les missions de paix des Nations Unies et la Force multinationale. Par conséquent, la partie yougoslave considérait que la question était close et que rien ne justifiait de nouvelles enquêtes en République fédérale de Yougoslavie.
